



Ordre de Malte France

Association Reconnue d'Utilité Publique
Siège social : 42 rue des Volontaires – 75015 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale des membres de l'Association de l'Ordre de Malte France,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association des Œuvres Hospitalières Françaises de l'Ordre de Malte - Ordre de Malte France - relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Comme présenté au niveau des paragraphes « 4.2.5 Provisions réglementées » et « 4.2.8 Provisions pour risques et charges », votre Association constitue des provisions pour couvrir les risques liés à ses activités. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la Direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et leur documentation et sur la revue des estimations retenues.

- Comme présenté au paragraphe « 4.2.7 Fonds dédiés » de l'annexe, votre entité comptabilise des fonds dédiés, conformément à la réglementation applicable aux associations. Nous nous sommes notamment assurés, sur la base de la documentation obtenue et des contrôles réalisés, de la correcte comptabilisation et évaluation des fonds dédiés à la clôture de l'exercice, au regard de la volonté exprimée par les donateurs.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons également vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER), décrites au point 7 de l'annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC N°2018-06 et ont été correctement appliquées.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

5. Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



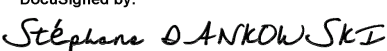
Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 12 juin 2025

Le commissaire aux comptes,

DocuSigned by:

6F15A12322D7402...

Aca Nexia
Représenté par
Stéphane Dankowski

ORDRE DE MALTE FRANCE
Exercice 2024

| ACTIF | | 2024 | | | 2023 |
|------------------|---|-------------|---|-------------|-------------|
| | | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | Immobilisations incorporelles | 6 188 197 | 2 629 394 | 3 558 802 | 3 990 303 |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Logiciels, droits et valeurs similaires | 6 185 257 | 2 629 394 | 3 555 862 | 3 955 533 |
| | Immobilisations incorporelles en cours | 2 940 | | 2 940 | 34 770 |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | Immobilisations corporelles | 140 343 453 | 88 679 699 | 51 663 754 | 51 021 405 |
| | Terrains | 6 227 590 | 1 215 715 | 5 011 875 | 5 729 247 |
| | Constructions | 99 726 932 | 63 902 805 | 35 824 127 | 36 301 519 |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | 27 802 088 | 19 851 428 | 7 950 660 | 6 942 587 |
| | Immobilisations mises en concession | 2 924 354 | 2 642 425 | 281 929 | 254 521 |
| | Immobilisations corporelles en cours | 3 658 366 | 1 067 325 | 2 591 041 | 1 743 141 |
| | Avances et acomptes | 4 123 | | 4 123 | 50 389 |
| | Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 9 888 575 | 233 049 | 9 655 526 | 8 961 383 |
| | Immobilisations financières | 4 608 141 | 40 207 | 4 567 933 | 1 966 840 |
| | Participations et créances rattachées | 2 986 710 | 40 207 | 2 946 503 | 590 238 |
| | Autres titres immobilisés | 673 595 | | 673 595 | 559 145 |
| | Prêts | 837 043 | | 837 043 | 730 084 |
| | Autres | 110 793 | | 110 793 | 87 373 |
| TOTAL I | | 161 028 365 | 91 582 350 | 69 446 015 | 65 939 931 |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en-cours | 40 891 | | 40 891 | 35 200 |
| | Créances | 17 720 733 | 1 390 184 | 16 330 549 | 16 401 919 |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 4 495 520 | 710 540 | 3 784 979 | 4 391 276 |
| | Créances reçues par legs ou donations | 8 481 384 | | 8 481 384 | 7 287 540 |
| | Autres | 4 743 829 | 679 643 | 4 064 186 | 4 723 103 |
| | Valeurs mobilières de placement | 18 934 988 | 161 048 | 18 773 940 | 8 497 985 |
| | Instrument de trésorerie | | | | |
| | Disponibilités | 49 851 205 | | 49 851 205 | 62 685 495 |
| | Charges constatées d'avance | 709 220 | | 709 220 | 731 277 |
| | TOTAL II | 87 257 036 | 1 551 231 | 85 705 805 | 88 351 876 |
| | Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| | Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| | Ecarts de conversion Actif (V) | 113 643 | | 113 643 | 113 685 |
| | TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 248 399 044 | 93 133 581 | 155 265 463 | 154 405 492 |

ORDRE DE MALTE FRANCE
Exercice 2024

| PASSIF | | 2024 | 2023 |
|---------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| FONDS PROPRES | Fonds propres sans droit de reprise | 10 172 830 | 10 172 830 |
| | Fonds propres statutaires | 272 373 | 272 373 |
| | Fonds propres complémentaires | 9 900 458 | 9 900 458 |
| | Fonds propres avec droit de reprise | 24 565 | 24 565 |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | 24 565 | 24 565 |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | Réserves | 27 178 670 | 25 347 521 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | 2 619 830 | 2 619 830 |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| | Autres | 24 558 840 | 22 727 691 |
| | <i>dont réserves des activités médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | <i>10 686 108</i> | <i>9 354 959</i> |
| | Report à nouveau | 29 313 445 | 30 851 156 |
| | <i>dont RAN des activités médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | <i>-1 469 037</i> | <i>664 311</i> |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | Excédent ou déficit de l'exercice | 317 261 | 303 197 |
| | <i>dont résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | <i>-1 027 311</i> | <i>-206 301</i> |
| | Situation nette (sous-total) | 67 006 772 | 66 699 269 |
| | Fonds propres consommables | | |
| | Subventions d'investissement | 6 055 759 | 6 095 124 |
| | Provisions réglementées | 3 651 907 | 3 411 932 |
| | TOTAL I | 76 714 438 | 76 206 326 |
| | Fonds reportés liés aux legs ou donations | 14 180 809 | 13 006 884 |
| | Fonds dédiés | 26 659 027 | 25 747 756 |
| | TOTAL II | 40 839 836 | 38 754 640 |
| PROVISIONS | Provisions pour risques | 4 689 848 | 4 654 036 |
| | Provisions pour charges | 150 966 | 136 194 |
| | TOTAL III | 4 840 814 | 4 790 230 |
| DETTES | Emprunts obligataires et assimilés | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 8 854 114 | 11 192 248 |
| | Emprunts et dettes financières diverses | 1 090 297 | 1 190 252 |
| | Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 4 272 858 | 4 377 594 |
| | Dettes des legs ou donations | 3 902 781 | 3 206 409 |
| | Dettes fiscales et sociales | 10 042 552 | 10 032 967 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 523 719 | 168 653 |
| | Autres dettes | 1 855 995 | 1 867 320 |
| | Instruments de trésorerie passif | | |
| | Produits constatés d'avance | 2 328 060 | 2 618 853 |
| | TOTAL IV | 32 870 376 | 34 654 295 |
| | Ecarts de conversion Passif (V) | | |
| | TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 155 265 463 | 154 405 492 |

ORDRE DE MALTE FRANCE
Exercice 2024

| COMPTE DE RESULTAT | | 2024 | 2023 |
|---|---|-------------------|-------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Cotisations | 8 920 | 8 840 |
| | Ventes de biens et services | 8 425 613 | 8 070 068 |
| | Ventes de biens | 208 568 | 89 164 |
| | <i>dont ventes de dons en nature</i> | <i>82 559</i> | <i>6 875</i> |
| | <i>dont ventes de biens relatives aux activités médico-sociales</i> | | |
| | Ventes de prestations de service | 8 217 044 | 7 980 903 |
| | <i>dont parrainages</i> | | |
| | <i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités médico-sociales</i> | <i>6 168 333</i> | <i>6 116 612</i> |
| | Produits de tiers financeurs | 75 614 283 | 77 042 161 |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 52 617 797 | 53 065 574 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | 19 705 821 | 20 084 936 |
| | <i>Dons manuels</i> | <i>10 119 686</i> | <i>9 961 132</i> |
| | <i>Mécénats</i> | <i>399 509</i> | <i>46 662</i> |
| | <i>Legs, donations et assurances-vie</i> | <i>9 186 625</i> | <i>10 077 143</i> |
| | Contributions financières | 3 290 666 | 3 891 651 |
| | <i>dont contributions fi. des autorités de tarification relatives aux activités médico-sociales</i> | | |
| | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 1 595 101 | 1 566 534 |
| | Utilisations des fonds dédiés | 2 405 993 | 2 260 682 |
| | Autres produits | 104 509 | 204 806 |
| TOTAL I | | 88 154 419 | 89 153 091 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | | |
| | Variation de stock | | |
| | Autres achats et charges externes | 24 648 455 | 24 116 557 |
| | Aides financières | 5 063 740 | 5 953 394 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 4 782 709 | 4 663 631 |
| | Salaires et traitements | 32 444 585 | 32 694 657 |
| | Charges sociales | 14 381 724 | 14 180 033 |
| | Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 5 056 493 | 5 414 197 |
| | Dotations aux provisions | 590 066 | 512 116 |
| | Reports en fonds dédiés | 3 307 505 | 3 138 965 |
| | Autres charges | 393 041 | 757 096 |
| TOTAL II | | 90 668 319 | 91 430 646 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | -2 513 900 | -2 277 556 |
| RESULTAT FINANCIER | Produits de participation | 39 017 | 31 052 |
| | Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 217 576 | 198 619 |
| | Autres intérêts et produits assimilés | 1 523 326 | 1 173 104 |
| | Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 47 882 | 153 950 |
| | Différences positives de change | 25 732 | 5 098 |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 79 236 | 945 665 |
| | TOTAL III | 1 932 769 | 2 507 489 |
| | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 138 180 | 44 958 |
| | Intérêts et charges assimilées | 279 132 | 331 650 |
| | Différences négatives de change | 40 991 | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | 47 321 | 36 000 |
| | TOTAL IV | 505 625 | 412 608 |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) | | 1 427 143 | 2 094 881 |
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) | | -1 086 757 | -182 674 |

ORDRE DE MALTE FRANCE
Exercice 2024

| COMPTE DE RESULTAT | | 2024 | 2023 |
|-------------------------------------|--|------------|------------|
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | Produits sur opérations de gestion | 23 130 | 28 321 |
| | Produits sur opérations en capital | 2 033 864 | 531 005 |
| | Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 166 049 | 391 547 |
| | TOTAL V | 2 223 042 | 950 872 |
| | Charges sur opérations de gestion | 35 198 | 2 678 |
| | Charges sur opérations en capital | 5 023 | 11 098 |
| | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 406 023 | 127 338 |
| | TOTAL VI | 446 245 | 141 115 |
| | 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 1 776 798 | 809 757 |
| | | | |
| | Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| | Impôts sur les bénéfices (VIII) | 372 779 | 323 886 |
| | Total des produits (I + III + V) | 92 310 230 | 92 611 451 |
| | Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | 91 992 969 | 92 308 255 |
| | EXCEDENT OU DEFICIT | 317 261 | 303 197 |
| | dont résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée | -1 027 311 | -206 301 |
| | | | |
| | | | |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| | Dons en nature | 734 479 | 1 039 189 |
| | Prestations en nature | 59 380 | 148 069 |
| | Bénévolat | 25 199 325 | 21 503 926 |
| | TOTAL | 25 993 184 | 22 691 184 |
| | CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| | Secours en nature | | |
| | Mises à disposition gratuite de biens | 734 479 | 1 039 189 |
| | Prestations en nature | 59 380 | 148 069 |
| | Personnel bénévole | 25 199 325 | 21 503 926 |
| | TOTAL | 25 993 184 | 22 691 184 |

ORDRE DE MALTE FRANCE
Exercice 2024

ANNEXE AU 31 DECEMBRE 2024

Table des matières

1 Objet social, missions sociales et moyens mis en œuvre..... 7

 1.1 Objet social 7

 1.2 Missions sociales 7

 1.3 Moyens mis en œuvre 7

2 Faits caractéristiques de l’exercice 7

 2.1 Faits majeurs de l’exercice..... 7

 2.2 Faits postérieurs à la clôture 9

3 Principes et méthodes comptables 10

 3.1 Principes généraux..... 10

 3.2 Changement de méthode comptable..... 10

 3.3 Méthodes d’évaluation..... 10

 3.4 Périmètre des comptes annuels..... 10

4 Informations relatives aux postes du Bilan..... 11

 4.1 Actif 11

 4.1.1 Tableau de variation des immobilisations..... 11

 4.1.2 Tableau de variation des amortissements..... 11

 4.1.3 Immobilisations corporelles 12

 4.1.4 Immobilisations en cours..... 12

 4.1.5 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés 12

 4.1.6 Participations et créances rattachées..... 12

 4.1.7 Titres immobilisés - Valeurs mobilières de placement..... 13

 4.1.8 Stocks 13

 4.1.9 Créances et dettes..... 13

 4.1.10 Créances reçues par legs ou donations 13

 4.1.11 Comptes bancaires et caisses..... 13

 4.1.12 Charges constatées d’avance 13

 4.1.13 Produits à recevoir..... 14

 4.2 Passif 14

 4.2.1 Tableau de variation des fonds propres 14

 4.2.2 Résultats détaillés par établissements 15

 4.2.3 Excédent ou déficit effectif de l’entité gestionnaire d’établissements médico-sociaux et sanitaires, passage au résultat administratif..... 15

 4.2.4 Subventions d’investissement amortissables 15

 4.2.5 Provisions réglementées..... 16

 4.2.6 Fonds reportés liés aux legs..... 16

 4.2.7 Fonds dédiés..... 16

 4.2.8 Provisions pour risques et charges 17

 4.2.9 Emprunts..... 17

 4.2.10 Dettes..... 18

 4.2.11 Dettes des legs ou donations 18

 4.2.12 Produits constatés d’avance..... 18

 4.2.13 Charges à payer..... 18

5 Informations relatives au compte de résultat 19

 5.1 Produits d’exploitation..... 19

 5.2 Ventilation des produits liés aux legs 19

 5.3 Contributions volontaires en nature..... 19

 5.4 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales..... 20

| | | |
|-------|---|----|
| 6 | Autres informations..... | 20 |
| 6.1 | Effectif moyen | 20 |
| 6.2 | Engagements de retraite..... | 20 |
| 6.3 | Engagements hors bilan..... | 21 |
| 6.3.1 | Engagements reçus | 21 |
| 6.3.2 | Engagements donnés..... | 21 |
| 6.4 | Rémunération des dirigeants et salariés..... | 21 |
| 6.5 | Honoraires du Commissaire aux comptes..... | 21 |
| 6.6 | Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger (version synthétique*)..... | 22 |
| 7 | Compte de Résultat par Origine et par Destination et Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public..... | 23 |
| 7.1 | Règles d'élaboration | 23 |
| 7.1.1 | Définition des missions sociales..... | 23 |
| 7.1.2 | Ventilation des missions sociales | 23 |
| 7.1.3 | Principe d'affectation des coûts..... | 23 |
| 7.1.4 | Définition des ressources..... | 24 |
| 7.1.5 | Règle d'affectation des ressources par types d'emplois..... | 24 |
| 7.2 | Présentation du Compte de Résultat par Origine et par Destination et du Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public pour l'exercice 2024..... | 24 |
| 7.2.1 | Le Compte de Résultat par Origine et par Destination..... | 25 |
| 7.2.2 | Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du public..... | 26 |

1 Objet social, missions sociales et moyens mis en œuvre

1.1 Objet social

Conformément à ses statuts, l'Ordre de Malte de France est une association caritative qui a pour objet d'apporter, tant en France que dans les pays avec lesquels la République Française ou l'Ordre Souverain de Malte entretiennent des relations diplomatiques, une aide aux personnes affectées notamment par la maladie, le handicap, la dépendance, les conflits, les catastrophes naturelles et tout autre détresse, sans distinction de religion, d'origine, ou d'âge.

Elle intervient aussi dans la protection de la vie, de son origine jusqu'à sa fin naturelle.

Elle intervient également dans le cadre d'opérations de sécurité civile, d'actions de solidarité et d'aide aux réfugiés et aux migrants.

L'ensemble de ces activités est mené conformément aux principes de charité et de fraternité tels qu'exposés à l'article 2 paragraphe 2 de la Charte Constitutionnelle de l'Ordre Souverain de Malte promulguée le 27 juin 1961 et modifiée les 28-30 avril 1997 par son Chapitre général extraordinaire.

1.2 Missions sociales

Les moyens d'actions de l'Association sont, notamment :

- La création et la gestion de structures de soins et d'accueil ;
- Des secours médicaux y compris par l'acquisition de médicaments ainsi que des produits de santé et de nutrition à destination des populations démunies ;
- Des formations en vue de l'éducation sanitaire et de la spécialisation des membres des professions médicales et paramédicales ;
- Des publications, expositions, colloques, séminaires et symposiums ;
- Et d'une manière générale tout concours moral, financier ou matériel à des œuvres caritatives ou humanitaires.

1.3 Moyens mis en œuvre

Les ressources annuelles de l'Association se composent, notamment :

- Du revenu de ses biens ;
- Des cotisations et souscriptions de ses Membres ;
- Des subventions qui peuvent lui être accordées, notamment de l'Etat et des collectivités territoriales, et des établissements publics ;
- Des dons et du produit des libéralités dont l'emploi est décidé ;
- Des ressources créées à titre exceptionnel avec, s'il y a lieu, l'agrément de l'autorité compétente ;
- Du produit des rétributions perçues pour service rendu.

2 Faits caractéristiques de l'exercice

2.1 Faits majeurs de l'exercice

Le résultat de l'exercice passe de + 303 197 € en 2023 (dont – 206 301 € pour les activités médico-sociales sous gestion contrôlée) à + 317 261 € en 2024 (dont – 1 027 311 € pour les activités médico-sociales sous gestion contrôlée).

L'année 2024 a été marquée par une diminution de nos ressources liées à la générosité du public passant sous la barre des 20 M€ (19,7 M€ en 2024 contre 20,1 M€ en 2023), en raison de la nette baisse de nos produits de libéralités de 0,9 M€ (soit - 8,8 %). En revanche, la collecte de dons auprès des particuliers a légèrement progressé pour atteindre 10,1 M€ (soit + 1,6 %).

Nos dépenses sont correctement maîtrisées, et même en légère baisse, et ceci tout en continuant à accroître nos activités de solidarité inscrites dans notre stratégie CAP 25.

Il est à noter cependant que le résultat excédentaire de + 0,3 M€, identique à l'an passé, inclut une plus-value immobilière de 1,5 M€ liée à l'apport de 3 biens immobiliers à la SCIA de l'OMF. Ce produit inscrit en résultat exceptionnel ne s'est pas traduit par un encaissement de trésorerie, puisque l'Ordre de Malte France a reçu en échange des titres de participation.

Le résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée se dégrade de 0,8 M€, en raison de l'inscription en fonds dédiés pour travaux de la Maison Saint Jean de Malte Paris pour le même montant, en accord avec l'ARS Ile de France. Rappelons que ce résultat n'est pas à disposition de l'Association et de ses instances de direction. Celui-ci fera l'objet de contrôles des tiers financeurs.

Activités médico-sociales et sanitaires✓ **Signature du CPOM Maison Saint Jean de Malte (75) – Maison d'Ulysse (78)**

Un CPOM commun a été signé pour la MAS Saint Jean de Malte de Paris et le FAM d'Ulysse. La signature initialement prévue fin 2023 avait été repoussée à octobre 2024. Ce contrat conclut pour une période de cinq années, assure les ressources financières de ces deux établissements et définit les objectifs et les moyens.

✓ **SMR Pédiatrique St Jacques – Roquetaillade à Montégut (32)**

L'application en année pleine des nouvelles modalités de tarification et notamment la modification de la part de financement liée à l'activité, a eu pour impact de générer un résultat négatif pour le CPMR.

✓ **MAS Notre Dame de Philerm (74)**

Le bâtiment d'extension de 10 places de la MAS, terminé en juin 2021, est toujours en attente d'accueillir de nouveaux résidents adultes avec des troubles du spectre de l'autisme. L'ouverture de cette extension reste conditionnée à l'embauche de nouveaux personnels soignants dans un contexte de fortes tensions sur ce territoire. Pour la première année, l'ARS Auvergne Rhône Alpes a repris une partie de ce financement à hauteur de 600 K€.

✓ **MAS Saint Jean de Malte Paris (75)**

La MAS de Paris a réceptionné en août 2024 la phase 1 des travaux, et démarré la seconde phase dès septembre. Ces travaux d'un montant global de 16 millions d'Euros (y compris les renouvellements des immobilisations) en site occupé génèrent une diminution du nombre de résidents et l'arrêt temporaire des admissions.

✓ **EHPAD Saint Paul (42)**

L'équipe de direction et l'encadrement de l'établissement se sont engagées dès 2024 afin d'élaborer un Plan de retour à l'équilibre (PRE) qui porte notamment sur la réorganisation des plannings des salariés, une politique de remplacements formalisée mais également sur de nouvelles négociations des contrats de prestations externes.

✓ **EHPAD Maison Ferrari (92)**

S'inscrivant dans l'évolution des politiques publiques et notamment le virage domiciliaire, la Maison Ferrari a été retenue pour participer au déploiement d'un Centre de Ressources Territorial « CRT 92 Sud ». Ce dispositif a pour objectif d'assurer une mission d'appui aux professionnels du territoire intervenant auprès de personnes âgées dépendantes ainsi que de leurs aidants, mais également d'accompagner les personnes elles-mêmes en coordonnant les interventions nécessaires permettant d'assurer leur maintien à domicile.

✓ **Contexte général**

Depuis plusieurs années, le secteur sanitaire et médico-social est marqué par de nombreux enjeux :

- Les ressources humaines :

Les établissements médico-sociaux continuent de faire face à des difficultés majeures de recrutement et de fidélisation des professionnels. Cette situation génère des difficultés d'accompagnement des personnes accueillies. L'attractivité du secteur, la pénibilité et notamment le fait de travailler le soir, la nuit ou les week-ends ont pour conséquence une désertification des formations professionnelles de notre secteur.

Par ailleurs, les jeunes professionnels privilégient les contrats à durée déterminée, souhaitant organiser leur temps de travail et de repos à leur convenance. Cette situation a pour effet de générer une charge de travail administrative de plus en plus importante et par voie de conséquence une diminution du temps disponible pour l'accompagnement des équipes, des résidents et de leur famille. Néanmoins, les efforts se poursuivent pour mener des actions de formations auprès de professionnels non diplômés ou dont les connaissances des publics accompagnés doivent être renforcées.

- Les contraintes budgétaires :

Cette année 2024 est de nouveau marquée par un décalage entre les financements accordés et la réalité des charges d'exploitation des établissements et services. Les taux d'évolution des produits de tarification ne permettent pas de couvrir les augmentations des salaires, l'évolution du coût des énergies ou des prestations de restauration. Si certains établissements ont pu bénéficier de ressources complémentaires, elles sont de nature ponctuelle et ne sauraient assurer l'équilibre budgétaire à moyen ou long terme.

Par ailleurs, l'application de l'augmentation du taux de prélèvement de frais de siège autorisée à hauteur de + 1,68 % n'a pas été compensée par un financement de la part des financeurs publics.

Ces contraintes obèrent la capacité des établissements et service à investir dans la rénovation des bâtiments, le renouvellement des équipements ou dans l'acquisition d'outils innovants.

Face à ces enjeux économiques et sociaux pesant sur le secteur sanitaire et médico-social, les directeurs et leurs équipes restent pleinement mobilisés et attachés au respect de la dignité humaine dans toute ses dimensions ainsi qu'à la recherche constante de solutions adaptées aux besoins des personnes accompagnées. Une exigence de qualité, reconnue encore cette année lors de l'évaluation externe de six établissements et services, et rendue possible par l'engagement indéfectible des salariés, bénévoles et équipes de direction.

Autres activités en France**✓ Activité de solidarité**

Le déploiement de la Stratégie CAP 2025 s'est poursuivi en 2024 avec 10 projets significatifs lancés dont 4 projets Table de Malte, 4 projets Soins de Malte et 2 projets Accueil Malte. Nous pouvons souligner notamment les épiceries de Mantes-la-Ville et de Marseille, la poursuite du déploiement des Food Trucks en Région Parisienne, ainsi que plusieurs maraudes médicales ou centres de soins (Versailles, Charolles, Bourges), et enfin l'ouverture d'un Accueil Malte dans le 18^{ème} (Bagagerie).

Nous avons lancé également 22 Activités Cœur de Malte.

Le projet du nouveau Fleuron Saint Jean a, quant à lui, pris un peu de retard du fait de discussions administratives.

✓ Activité de secourisme

L'année 2024 a été marquée notamment par la participation de l'Ordre de Malte France aux dispositifs de secours pour les Jeux Olympiques et Paralympiques. Ce dispositif a été une réussite avec des secouristes mobilisés de toute la France. L'impact sur les produits est de + 246 K€ pour un résultat net positif de 64 K€. Cette opération n'a pas arrêté la dynamique nationale sur l'activité des postes de secours avec une évolution hors JO de 6 % par rapport aux recettes réalisées en 2023 (678 K€ en 2024 contre 638 K€ en 2023).

Au niveau de la formation, nous sommes à un niveau équivalent entre 2023 et 2024. L'année a été marquée par le déploiement du site d'inscription aux formations pour les particuliers. Celui-ci doit permettre en 2025 une augmentation de nos produits.

Les investissements pour le renouvellement du parc véhicule de VPSP se sont poursuivis avec 5 véhicules acquis. Ceci entraîne une nette augmentation des dotations aux amortissements.

Enfin, l'OMF est intervenu en fin d'année sur Mayotte, suite au cyclone Chido. Les impacts de cette intervention sont essentiellement sur l'année 2025.

Activités internationales

En 2024, et dans un contexte géopolitique très instable marqué par la permanence des crises et des tensions, l'OMF a exploité ses sept hôpitaux, six centres de santé et trois centres de formation et d'actions de secours situés en Afrique et en Palestine dans le respect de ses valeurs et en veillant tout particulièrement à préserver la sécurité et la qualité des soins délivrés aux patients.

L'année 2024 est marquée par une hausse de l'activité hospitalière. Celle-ci, portée par les consultations, est particulièrement significative dans les hôpitaux du Bénin, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun.

La poursuite des efforts portés sur les soins vers la mère et l'enfant s'est concrètement traduite par l'aboutissement du pôle mère enfant à l'hôpital d'Élavagnon au Togo dont l'opportunité a été confirmée par l'augmentation, en 2024, du nombre d'accouchements.

En plus des hôpitaux et centres gérés, l'OMF a aussi soutenu cent trente-deux structures dans plus de trente pays concernant principalement le soutien en médicaments mais aussi le soutien significatif aux chrétiens d'Orient en Arménie, en Syrie et en Irak.

Par ailleurs, conformément à la stratégie CAP25, l'OMF a maintenu son expertise reconnue en léprologie dans douze pays d'Afrique et d'Asie autour de deux axes, la chirurgie réparatrice, avec la réalisation de neuf missions (Côte d'Ivoire, Madagascar, Sénégal, Cambodge, Laos, Vietnam) et l'équipement de centres de léprologie et de dermatologie.

En matière de grandes endémies, l'OMF poursuit sa lutte contre le paludisme en matière de sensibilisation et de prévention en s'appuyant notamment sur la stratégie avancée. Ces actions ont permis la détection de plus de 310 000 cas de paludisme.

Le coût global des activités à l'international pour l'année 2024 a été bien maîtrisé et s'élève à 8,4 M€.

2.2 Faits postérieurs à la clôture

Absence de faits postérieurs à la clôture de l'exercice.

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre Association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06, ANC 2019-04 et ANC 2022-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

L'exercice, d'une durée de douze mois, recouvre la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024. Ces comptes annuels regroupent l'ensemble des activités des Œuvres Hospitalières Françaises de l'Ordre de Malte.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2024, le total du bilan s'élève à 155 265 463 € et le résultat est de + 317 261 € dont – 1 207 311 € sur les activités médico-sociales sous gestion contrôlée.

3.2 Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable sur l'exercice.

3.3 Méthodes d'évaluation

Les conventions comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sauf exceptions indiquées dans les autres informations,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3.4 Périmètre des comptes annuels

Les comptes annuels 2024 de l'Ordre de Malte France comprennent les établissements suivants :

➤ Etablissements dont le résultat est sous gestion contrôlée :

- Centre Pédiatrique Saint Jacques à Roquetaillade
- Maison Saint Jacques à Roquetaillade
- Maison Saint Jean de Jérusalem à Rochefort
- Maison Saint Jean de Malte à Rochefort
- Maison Jeanne d'Arc à Vigneux
- Maison Saint Jean de Malte à Paris
- Maison Notre Dame de Philermes à Sallanches
- SESSAD Saint-François à Annecy
- EHPAD Saint Paul à Saint Etienne
- Maison d'Ulysse à Bullion
- Maison Ferrari à Clamart – section dépendance et soin*
- Maison Saint Fulbert, dont l'Habitat inclusif et la MAS, à Lèves
- Maison Saint Julien à Chartres

*Le résultat de la section hébergement n'est pas sous gestion contrôlée

➤ Etablissements dont le résultat est sous gestion non contrôlée :

- « Siège » proprement dit, incluant les activités caritatives en France et à l'International
- Fleuron Saint Michel à Asnières-sur-Seine
- Fleuron Saint Jean à Paris
- Pavillon Sainte Fleur à Madagascar (concession de service public) : Etant gestionnaire de cet établissement, le résultat dégagé est définitivement acquis par l'OMF
- Maison Ferrari à Clamart – section hébergement

4 Informations relatives aux postes du Bilan

4.1 Actif

4.1.1 Tableau de variation des immobilisations

| IMMOBILISATIONS | 2023 Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice | Acquisitions | Cessions/Mises au rebut | Virements de poste à poste | 2024 Valeurs brutes en fin d'exercice |
|--|--|-------------------|-------------------------|----------------------------|--|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | | |
| Logiciels, droits et valeurs similaires | 6 037 111 | 108 637 | 11 139 | 50 648 | 6 185 257 |
| Immobilisations incorporelles en cours | 34 770 | 2 940 | | -34 770 | 2 940 |
| TOTAL I | 6 071 881 | 111 577 | 11 139 | 15 878 | 6 188 197 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | |
| Terrains | 6 872 628 | 93 800 | 738 837 | | 6 227 590 |
| Constructions | 99 742 139 | 463 789 | 2 901 325 | 2 422 328 | 99 726 932 |
| Installations techniques, matériels et outillage industriels et Autres Immo Corp | 25 531 668 | 2 301 580 | 372 845 | 341 685 | 27 802 088 |
| Immobilisations mises en concession | 2 852 385 | 18 002 | | 53 967 | 2 924 354 |
| Immobilisations corporelles en cours | 2 810 466 | 3 728 524 | 5 135 | -2 875 489 | 3 658 366 |
| Avances et acomptes | 50 389 | 3 051 | | -49 317 | 4 123 |
| TOTAL II | 137 859 675 | 6 608 746 | 4 018 142 | -106 826 | 140 343 453 |
| Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 9 190 116 | 4 410 875 | 3 712 416 | | 9 888 575 |
| TOTAL III | 9 190 116 | 4 410 875 | 3 712 416 | | 9 888 575 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | |
| Participations et créances rattachées | 599 955 | 2 386 755 | | | 2 986 710 |
| Autres titres immobilisés | 559 145 | 114 449 | | | 673 595 |
| Prêt | 730 084 | 106 959 | | | 837 043 |
| Autres | 87 373 | 27 252 | 3 832 | | 110 793 |
| TOTAL IV | 1 976 557 | 2 635 415 | 3 832 | | 4 608 141 |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV) | 155 098 229 | 13 766 612 | 7 745 529 | -90 947 | 161 028 365 |

4.1.2 Tableau de variation des amortissements

| AMORTISSEMENTS | 2023 Amortissements à l'ouverture de l'exercice | Augmentations dotations de l'exercice | Diminutions amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | Virements de poste à poste | 2024 Amortissements en fin d'exercice |
|---|--|---------------------------------------|---|----------------------------|--|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires | 2 081 578 | 558 956 | 11 139 | | 2 629 394 |
| TOTAL I | 2 081 578 | 558 956 | 11 139 | | 2 629 394 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | |
| Terrains | 1 143 381 | 75 671 | 3 337 | | 1 215 715 |
| Constructions | 63 440 620 | 2 396 558 | 1 934 373 | | 63 902 805 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels et autres immobilisations corporelles | 18 589 081 | 1 631 076 | 368 729 | | 19 851 428 |
| immobilisations mises en concession | 2 597 864 | 107 376 | 62 814 | | 2 642 425 |
| immobilisations corporelles en cours | | | | | |
| TOTAL II | 85 770 945 | 4 210 681 | 2 369 252 | | 87 612 374 |
| TOTAL GENERAL (I + II) | 87 852 523 | 4 769 637 | 2 380 392 | | 90 241 768 |
| Dont dotations | d'exploitation financières exceptionnelles | 4 769 637 | | | |

4.1.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d’acquisition (prix d’achat et frais accessoires, hors frais d’acquisition des immobilisations).

Les immobilisations sont conformes au règlement CRC 2002-10, relatif à l’amortissement et à la dépréciation des actifs. Les immobilisations sont ventilées par composants et amorties selon le mode linéaire sur leur durée d’utilisation probable.

Les durées d’amortissement retenues sont :

- Immobilisations incorporelles 1 à 10 ans
- Constructions et agencements 5 à 80 ans
 - Gros œuvres 20 à 80 ans
 - Eléments techniques 10 à 30 ans
 - Divers agencements 5 à 18 ans
- Matériels et équipements 3 à 15 ans
- Matériel de transport 4 à 10 ans
- Matériel de bureau, info et mobilier 3 à 10 ans

Les immobilisations du Pavillon Sainte Fleur à Madagascar sont amorties sur la durée de la concession, afin d’aboutir à une valeur nette comptable nulle lors du transfert des biens à l’Etat Malgache.

4.1.4 Immobilisations en cours

Ces immobilisations ne sont pas amorties.

4.1.5 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l’actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d’une dépréciation. Ils s’élèvent à 9 888 575 € (valeur brute) et sont dépréciés à hauteur de 233 049 € au 31 décembre 2024.

4.1.6 Participations et créances rattachées

| PARTICIPATIONS | Capitaux propres au 31/12/2024 | Quote-part du capital détenu en pourcentage |
|---|--------------------------------|---|
| A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES PARTICIPATIONS | | |
| 1. Participations (10 % à 50 % du capital détenu) | | |
| 2. Participations (51 % à 100 % du capital détenu) | | |
| a) OHFOM Diffusion | 109 793 | 100,00% |
| b) SCIA de l'OMF | 2 876 213 | 99,998% |

Ces participations ne sont pas consolidées dans les comptes annuels présentées :

- a) Il s’agit de la participation détenue dans le capital de la SARL OHFOM Diffusion.
Le montant de la participation détenue par l’OMF s’élève à 150 000 €.
Le résultat de cette société en 2024 est un déficit de 30 490 €.
- b) Il s’agit de la participation détenue dans le capital de la SCI des Activités de l’Ordre de Malte France.
Le capital de la SCI est détenu au 31 décembre 2024 à 99,998 % par l’Ordre de Malte France et à 0,002 % par l’Association des Membres de l’Ordre Souverain de Malte.
Le montant de cette participation s’élève à 2 836 710 €.
Le résultat de la SCI en 2024 est un excédent de 39 458 €.

4.1.7 Titres immobilisés - Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d’achat hors frais accessoires. Le prix d’acquisition des titres est comparé à l’estimation d’inventaire. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur comptable.
Au 31 décembre 2024, la plus-value latente sur les valeurs mobilières détenues dans le portefeuille titres s’élève à 3 298 679 €.

4.1.8 Stocks

Il s’agit principalement du stock de produits pharmaceutiques.
Ces stocks sont valorisés au cout d’achat, selon la méthode FIFO, tenant compte toutefois des dates de péremption.

4.1.9 Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur comptable.

| CREANCES | MONTANT BRUT | DONT A UN AN AU PLUS | DONT A PLUS D'UN AN |
|--|-------------------|----------------------|---------------------|
| ACTIF IMMOBILISE : | | | |
| Prêt | 837 043 | | 837 043 |
| Autres | 110 793 | | 110 793 |
| ACTIF CIRCULANT : | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 4 495 520 | 4 495 520 | |
| Créances reçues par legs ou donations | 8 481 384 | 8 481 384 | |
| Autres | 4 743 829 | 4 743 829 | |
| Charges constatées d'avance | 709 220 | 709 220 | |
| TOTAL GENERAL | 19 377 788 | 18 429 952 | 947 836 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | 106 959 | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

4.1.10 Créances reçues par legs ou donations

A la date d’acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d’OPCVM et assimilés jusqu’à la date de réception des fonds ou de transfert des titres. En 2024, les créances reçues par legs ou donations s’élèvent à 8 481 384 €.

4.1.11 Comptes bancaires et caisses

Les comptes bancaires et les caisses en devises sont convertis aux cours officiels de change en vigueur au 31 décembre.

4.1.12 Charges constatées d’avance

Les charges constatées d’avance s’élèvent à 709 220 € au 31 décembre 2024 et sont uniquement constituées de charges d’exploitation.

4.1.13 Produits à recevoir

| Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|------------------|
| Créances rattachées à des participations | - |
| Autres immobilisations financières | - |
| Avances et acomptes versés aux fournisseurs | 4 123 |
| Créances clients et comptes rattachés | 819 852 |
| Personnel et comptes rattachés | 107 984 |
| Etat et autre collectivités publiques | 11 032 |
| Débiteurs divers | 2 141 839 |
| Valeurs mobilières de placement | - |
| Disponibilités | 1 104 178 |
| TOTAL | 4 189 008 |

4.2 Passif

4.2.1 Tableau de variation des fonds propres

| FONDS ASSOCIATIFS | 2023 Montant au début de l'exercice | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution | Virement de poste à poste | 2024 Montant à la clôture de l'exercice |
|---|--|----------------------------|------------------|------------------|------------------------------|--|
| Fonds propres sans droit de reprise | 10 172 830 | | | | | 10 172 830 |
| Fonds propres statutaires | 272 373 | | | | | 272 373 |
| Fonds propres complémentaires | 9 900 458 | | | | | 9 900 458 |
| Fonds propres avec droit de reprises | 24 565 | | | | | 24 565 |
| Fonds propres statutaires | | | | | | |
| Fonds propres complémentaires | 24 565 | | | | | 24 565 |
| Reserves | 25 347 521 | 1 560 764 | 352 175 | 82 237 | 448 | 27 178 670 |
| Reserves statutaires et contractuelles | 2 619 830 | | | | | 2 619 830 |
| Reserves pour projet de l'entité | | | | | | |
| Autres | 22 727 691 | 1 560 764 | 352 175 | 82 237 | 448 | 24 558 840 |
| <i>Dont reserves des activités sociales et medico sociales sous gestion contrôlée</i> | <i>9 354 959</i> | <i>1 060 764</i> | <i>352 175</i> | <i>82 237</i> | <i>448</i> | <i>10 686 108</i> |
| Report à nouveau | 30 851 156 | -1 257 567 | 586 139 | 856 077 | -10 207 | 29 313 445 |
| <i>Dont report à nouveau des activités sociales et medico sociales sous gestion contrôlée</i> | <i>664 311</i> | <i>-1 286 604</i> | | <i>856 077</i> | <i>9 333</i> | <i>-1 469 037</i> |
| Excédent ou Déficit de l'exercice | 303 197 | -303 197 | 1 272 557 | 955 296 | | 317 261 |
| <i>Dont résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | <i>-206 301</i> | <i>206 301</i> | <i>473 559</i> | <i>1 500 870</i> | | <i>-1 027 311</i> |
| Situation nette (sous total) | 66 699 269 | | 2 210 871 | 1 893 610 | -9 759 | 67 006 772 |
| Fonds propres consommables | | | | | | |
| Subventions d'investissement | 6 095 124 | | 479 677 | 518 499 | -544 | 6 055 759 |
| Provisions réglementées | 3 411 932 | | 406 023 | 166 049 | | 3 651 907 |
| TOTAL | 76 206 326 | | 3 096 572 | 2 578 157 | -10 303 | 76 714 438 |

4.2.2 Résultats détaillés par établissements

| ETABLISSEMENTS | 2024 | 2023 |
|--|-------------------|-----------------|
| Siège - Actions Caritatives | 798 998 | 122 495 |
| Fleuron Saint Michel (Asnières-sur-Seine) | -22 765 | -15 413 |
| Fleuron Saint Jean (Paris) | -10 804 | 1 418 |
| Pavillon Sainte Fleur (Madagascar) | -4 152 | -14 792 |
| Maison Ferrari (Clamart) - hébergement | 583 295 | 415 790 |
| Résultat des activités sous gestion non contrôlée (affectable par l'Assemblée Générale) | 1 344 572 | 509 498 |
| CPMPR Saint Jacques (Roquetaillade) | -122 267 | 78 747 |
| Maison Saint Jacques (Roquetaillade) | -42 392 | -53 013 |
| Maison Saint Jean de Jérusalem (Rocheport) | -33 300 | -9 524 |
| Maison Saint Jean de Malte (Rocheport) | -36 877 | 2 929 |
| Maison Jeanne d'Arc (Vigneux) | 102 781 | -352 750 |
| Maison Saint Jean de Malte (Paris) | -394 010 | 136 087 |
| Maison Notre Dame de Philermes (Sallanches) | 157 699 | 755 400 |
| SESSAD Saint François (Annecy) | -16 839 | 13 028 |
| EPHAD Saint Paul (Saint-Etienne) | 18 899 | -492 345 |
| Maison d'Ulysse (Bullion) | -37 023 | 6 643 |
| Maison Ferrari (Clamart) - soin et dépendance | -801 054 | -397 792 |
| Maison Saint Fulbert (Lèves) | 194 180 | 47 311 |
| Maison Saint Julien (Chartres) | -17 109 | 58 978 |
| Résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée | -1 027 311 | -206 301 |
| EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE | 317 261 | 303 197 |
| <i>Dont résultats caritatifs</i> | <i>761 277</i> | <i>93 708</i> |
| <i>Dont résultats établissements médico-sociaux</i> | <i>-444 016</i> | <i>209 489</i> |

4.2.3 Excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire d'établissements médico-sociaux et sanitaires, passage au résultat administratif

| Détermination du résultat effectif global | 2024 | 2023 |
|---|-----------------|-----------------|
| Excédent ou déficit de l'exercice | -444 016 | 209 489 |
| - Reprise du résultat antérieur | 144 849 | -156 876 |
| Excédent ou déficit effectif global | -299 166 | 52 613 |
| - Dont résultat effectif sous gestion propre | 583 295 | 415 790 |
| - Dont résultat effectif sous gestion contrôlée | -882 462 | -363 176 |
| Détermination du résultat administratif | 2024 | 2023 |
| Résultat effectif global de l'entité sous gestion contrôlée | -882 462 | -363 176 |
| - Variation de la provision pour congés payés | -73 965 | 216 858 |
| - Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs | | |
| Résultat administratif | -956 426 | -146 318 |

* Résultat administratif proposé et non encore validé par les financeurs

4.2.4 Subventions d'investissement amortissables

Ce compte enregistre les subventions d'investissement reçues pour financer des biens immobilisés. Ces subventions sont reprises à hauteur des amortissements pratiqués.

4.2.5 Provisions réglementées

Les provisions réglementées concernent uniquement les Etablissements médico-sociaux et sanitaires relevant de l'article R. 314-1 du CASF. Elles sont les suivantes :

- Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ;
- Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations ;
- Amortissements dérogatoires ;
- Réserves des plus-values nettes d'actif.

S'agissant de provisions réglementaires, elles ne sont pas soumises au Règlement n°2000-06 relatif aux passifs.

4.2.6 Fonds reportés liés aux legs

Les fonds reportés sont comptabilisés quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants aux legs acceptés en Conseil d'Administration.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs.

Les fonds reportés liés aux legs ou donations s'élèvent à 14 180 809 € au 31 décembre 2024.

4.2.7 Fonds dédiés

| VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE | Valeur à l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | Transferts | Valeur à la clôture de l'exercice | Dont fonds dédiés sans utilisation significative en 2023 et 2024 |
|---|------------------------------------|------------------|------------------|----------------|-----------------------------------|--|
| Subventions d'exploitation | 1 095 789 | 110 638 | 394 836 | -24 456 | 787 134 | 57 234 |
| dont : | | | | | | |
| Projet Foodtrucks solidaires IdF (France) | 202 308 | | 87 572 | | 114 735 | 0 |
| Projet Soins dentaires Bourges (France) | 120 000 | | 14 858 | -11 526 | 93 616 | 0 |
| Projets Epiceries Haut-Rhin (France) | 107 765 | 6 239 | 23 242 | | 90 761 | 0 |
| Projet Dispensaire mobile Limoges (France) | 71 827 | | 2 970 | | 68 857 | 0 |
| Projet Bagagerie Paris 18ème (France) | 0 | 41 886 | | | 41 886 | 0 |
| Contributions financières des autorités de tarification | 13 875 136 | 1 121 888 | 469 179 | 9 759 | 14 537 603 | 7 560 615 |
| dont : | | | | | | |
| Projets Etablissements médico-sociaux - CNR exploitation (France) | 1 516 803 | 321 888 | 139 296 | -329 294 | 1 370 101 | 1 043 169 |
| Projet Maison Saint Jean de Malte Paris - CNR investissement (France) | 8 357 349 | 800 000 | 77 172 | 338 779 | 9 418 956 | 5 941 982 |
| Projets Etablissements médico-sociaux - CNR investissement (France) | 4 000 984 | | 252 711 | 273 | 3 748 547 | 575 465 |
| Contributions financières d'autres organismes | 3 867 085 | 890 010 | 642 326 | | 4 114 769 | 733 725 |
| dont : | | | | | | |
| Projets Etablissements médico-sociaux - investissements (France) | 1 435 095 | 67 265 | 103 973 | | 1 398 386 | 39 709 |
| Projet Foodtrucks solidaires IdF (France) | 119 960 | | 51 077 | | 68 883 | 0 |
| Projet Accueil femmes seules Paris 15ème (France) | 0 | 108 140 | | | 108 140 | 0 |
| Projet Aménagement Fleuron St Jean II (France) | 78 500 | 50 000 | | | 128 500 | 0 |
| Projet Dispensaire Ste Fleur Bordeaux (France) | 130 177 | | 129 226 | | 951 | 0 |
| Projet Pôle Mère & Enfant de l'Hopital (Togo) | 292 969 | | 40 219 | | 252 750 | 0 |
| Projet Réhabilitation Centre Rohan Chabot (Cameroun) | 108 182 | | | | 108 182 | 108 182 |
| Ressources liées à la générosité du public | 6 909 746 | 1 184 969 | 875 194 | | 7 219 520 | 4 717 086 |
| dont : | | | | | | |
| Projet Construction ou agrandissement d'un EHPAD (France) | 2 596 616 | | | | 2 596 616 | 2 596 616 |
| Projets Etablissements médico-sociaux (France) | 1 872 705 | 125 671 | 146 735 | | 1 851 642 | 1 027 759 |
| Projets Personnes majeures désorientées (France) | 321 803 | | | | 321 803 | 321 803 |
| Projets Création hébergement handicapés moteurs cérébraux (France) | 41 100 | 192 900 | | | 234 000 | 0 |
| Projet Foodtrucks solidaires IdF (France) | 149 332 | | 16 606 | | 132 726 | 0 |
| Projet Aménagement Fleuron St Jean II (France) | 105 826 | 32 722 | | | 138 548 | 0 |
| Projet Solidarité Bas-Rhin (France) | 205 264 | | | | 205 264 | 205 264 |
| Projets Défis Malte (France et International) | 111 896 | 35 546 | 57 594 | | 89 848 | 11 634 |
| Projets Lépre (International) | 454 610 | 204 188 | 276 825 | | 381 973 | 0 |
| Projet Prévention et dépistage diabète Guinée (International) | 0 | 248 502 | | | 248 502 | 0 |
| Projets Urgence Ukraine (International) | 375 232 | | 311 062 | | 64 170 | 0 |
| Total | 25 747 756 | 3 307 505 | 2 381 537 | -14 698 | 26 659 027 | 13 068 660 |

Afin de respecter la volonté des donateurs, les fonds provenant de la générosité du public pour des actions précises sont inscrits en charges sous la rubrique « Report en fonds dédiés » pour la partie des ressources non utilisées en fin d'exercice. On constate, ainsi, l'engagement de poursuivre ces actions sur les exercices suivants.

La contrepartie de ce compte s'inscrit au passif du bilan dans la rubrique « Fonds dédiés ».

4.2.8 Provisions pour risques et charges

| PROVISIONS | 2023 Valeur à l'ouverture de l'exercice | Augmentations/Dotations de l'exercice | Diminutions/Reprises de l'exercice | 2024 Montant en fin d'exercice |
|--|---|--|---------------------------------------|--------------------------------------|
| PROVISIONS REGLEMENTEES | | | | |
| Destinées à la couverture du besoin en fond de roulement | 372 376 | | | 372 376 |
| Pour renouvellement des immobilisations | 2 357 589 | | 154 415 | 2 203 173 |
| Amortissements dérogatoires | 429 545 | 32 346 | 8 704 | 453 186 |
| Diff. sur réalisation éléments actifs | 252 423 | 373 678 | 2 930 | 623 171 |
| TOTAL I | 3 411 932 | 406 023 | 166 049 | 3 651 907 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | |
| Pour risques sur activités à l'international | 300 000 | 98 700 | | 398 700 |
| Pour risques sur écarts de change | 113 685 | | 42 | 113 643 |
| Pour autres risques | 4 240 351 | 478 366 | 541 212 | 4 177 505 |
| Sous-total : provisions pour risques | 4 654 036 | 577 066 | 541 254 | 4 689 848 |
| Pour gros entretiens et grandes révisions | 100 919 | 13 000 | 15 919 | 98 000 |
| Pour charges sur legs et donations | 35 276 | 17 691 | | 52 967 |
| Sous-total : provisions pour charges | 136 194 | 30 691 | 15 919 | 150 966 |
| TOTAL II | 4 790 230 | 607 758 | 557 173 | 4 840 814 |
| PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS | | | | |
| Sur immobilisations corporelles | 1 067 325 | | | 1 067 325 |
| Sur biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés | 228 732 | 136 833 | 132 517 | 233 049 |
| Sur immobilisations financières | 9 717 | 30 490 | - | 40 207 |
| Sur clients | 539 462 | 282 398 | 111 320 | 710 540 |
| Sur débiteurs divers | 701 278 | 4 339 | 25 973 | 679 643 |
| Sur valeurs mobilières | 101 198 | 107 690 | 47 841 | 161 048 |
| TOTAL III | 2 647 713 | 561 750 | 317 650 | 2 891 813 |
| TOTAL GENERAL (I + II + III) | 10 849 875 | 1 575 531 | 1 040 872 | 11 384 534 |
| Dont dotations et reprises | d'exploitations financières exceptionnelles | 1 031 327 138 180 406 023 | 826 941 47 882 166 049 | |

4.2.9 Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

Les intérêts courus non échus sont constatés en fin d'exercice.

4.2.10 Dettes

| DETTES | MONTANT BRUT | DONT A UN AN AU PLUS | DONT A PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS | DONT A PLUS DE 5 ANS |
|--|-------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------|
| Emprunts obligataires et assimilés | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 8 854 114 | 2 540 776 | 2 350 335 | 3 963 002 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 1 090 297 | 471 313 | 614 490 | 4 493 |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 4 272 858 | 4 272 858 | | |
| Dettes des legs ou donations | 3 902 781 | 3 902 781 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 10 042 552 | 10 042 552 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 523 719 | 523 719 | | |
| Autres dettes | 1 855 995 | 1 855 995 | | |
| Produits constatés d'avance | 2 328 060 | 2 328 060 | | |
| TOTAL GENERAL | 32 870 376 | 25 938 055 | 2 964 826 | 3 967 495 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 1 763 005 | | | |
| Solde créditeurs de banque | 1 643 721 | | | |

4.2.11 Dettes des legs ou donations

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Dettes des legs ou donations » pour les dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès, des dettes grevant le bien transférées au bénéficiaire de la donation et de toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation. En 2024, les dettes des legs ou donations s'élèvent à 3 902 781 €.

4.2.12 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 2 328 060 € au 31 décembre 2024 dont 1 107 604 € qui concerne la Maison d'Ulysse (Bullion). Ce montant correspond à l'indemnité d'assurance perçue au titre du sinistre du 22 octobre 2018 qui est repris au rythme des amortissements des travaux de réhabilitation du bâtiment.

4.2.13 Charges à payer

| Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|------------------|
| Emprunts et dettes auprès des étab. de crédits | 40 242 |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 307 374 |
| Dettes fiscales et sociales | 5 741 901 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 269 273 |
| Autres dettes | 439 967 |
| TOTAL | 7 798 757 |

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation se ventilent comme suit :

| Produits d'exploitation | 2024 | 2023 |
|---|-------------------|-------------------|
| Cotisations | 8 920 | 8 840 |
| Ventes de biens et services | 8 425 613 | 8 070 068 |
| Ventes de biens | 208 568 | 89 164 |
| <i>Dont ventes de dons en nature</i> | <i>82 559</i> | <i>6 875</i> |
| Ventes de services | 8 217 044 | 7 980 903 |
| <i>Dont prestations de services relatives aux activités médico-sociales</i> | <i>6 168 333</i> | <i>6 116 612</i> |
| Produits de tiers financeurs | 75 614 283 | 76 974 942 |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 52 617 797 | 53 065 574 |
| Ressources liées à la générosité du public | 19 705 821 | 20 084 936 |
| <i>Dons manuels</i> | <i>10 119 686</i> | <i>9 961 132</i> |
| <i>Mécénats</i> | <i>399 509</i> | <i>46 662</i> |
| <i>Legs, donations et assurances-vie</i> | <i>9 186 625</i> | <i>10 077 143</i> |
| Contributions financières | 3 290 666 | 3 891 651 |
| Reprise sur amortissements, provisions et transferts de charges | 1 595 101 | 1 566 534 |
| Utilisation de fonds dédiés | 2 405 993 | 2 260 682 |
| Autres produits | 104 509 | 204 806 |
| Total | 88 154 419 | 89 153 090 |

* La nature des concours publics et subventions d'exploitation est ventilée comme ci-dessous :

- Concours publics : 50 517 026 €
- Subventions d'exploitation : 2 100 770 €

5.2 Ventilation des produits liés aux legs

| Rubriques | 2024 |
|--|------------------|
| Legs acceptés au cours de l'exercice | 7 011 489 |
| Assurances vies encaissées | 3 269 184 |
| Ventes de biens reçus par legs | 31 900 |
| Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations | 3 859 420 |
| VNC des biens reçus par legs cédés au cours de l'exercice | 51 457 |
| Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés | -136 833 |
| Report en fonds reportés liés aux legs ou donations | -5 032 508 |
| Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 132 517 |
| Total | 9 186 625 |

5.3 Contributions volontaires en nature

Depuis 2020, l'Association comptabilise les contributions volontaires en nature.

Pour le bénévolat, une méthode de valorisation à 5 statuts a été retenue calquée sur le mode de fonctionnement de l'Ordre de Malte France, à savoir :

- Catégorie 1 – Bénévoles assurant une fonction nationale : valorisée à 4 fois le SMIC charges incluses
- Catégorie 2 – Bénévoles assurant une fonction départementale ou régionale : valorisée à 3 fois le SMIC charges incluses
- Catégorie 3 – Bénévoles assurant une responsabilité d'activité locale : valorisée à 2 fois le SMIC charges incluses
- Catégorie 4 – Bénévoles réguliers ou ponctuels : valorisée à 1 fois le SMIC charges incluses

- Catégorie 5 – Bénévoles très ponctuels : valorisée à 1 fois le SMIC charges incluses

Le nombre de bénévoles des catégories 1 à 4 est obtenu à partir de notre base de gestion des bénévoles. Celui de la catégorie 5 est basé sur une estimation déclarative de nos Délégations départementales.

Pour chacune des 5 catégories, il est estimé un temps moyen d'engagement en jour.

En 2024, l'engagement des 13 937 bénévoles représente 133 590 journées, soit 513 ETP, pour une valorisation de 25 199 325 €, montant figurant au pied du compte de résultat.

Pour les dons en nature et prestations en nature (incluant le mécénat de compétence), l'Association ne valorise que ceux ayant fait l'objet d'un reçu fiscal. Cette valorisation est obtenue à partir de notre base de gestion des donateurs. En 2024, le montant des dons et prestations en nature ayant fait l'objet d'un reçu fiscal s'élève à 793 859 €.

5.4 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

Des conventions ont été conclues avec nos partenaires :

- Fondation Française de l'Ordre de Malte :
 - Convention de mise à disposition de moyens conclue le 17/11/2009 et avenant du 10/03/2010
Produit comptabilisé pour 85 623 € en 2024
- Association Française des Membres de l'Ordre de Malte :
 - Convention de mise à disposition de moyens conclue le 06/01/2010 (avec un avenant du 16/03/2010), et convention de mise à disposition de personnel conclue le 17/05/2021 (avec un avenant du 17/11/2022)
Produit comptabilisé pour 255 955 € en 2024
- EPHOM France :
 - Convention de mise à disposition de moyens conclue le 19/12/2013
Produit comptabilisé pour 2 527 € en 2024

6 Autres informations

6.1 Effectif moyen

L'effectif salarié en nombre d'emplois équivalents temps plein (ETP) est de 974 en 2024.

6.2 Engagements de retraite

La majorité du personnel étant financée sur des fonds publics, dans le cadre de nos Etablissements médico-sociaux et sanitaires, les engagements de départ à la retraite ne sont pas provisionnés.

Toutefois, ces engagements sont estimés.

Ceux-ci, évalués dans le cas d'un départ volontaire par le salarié à 65 ans, ont été déterminés en tenant compte des hypothèses suivantes :

- conventions collectives applicables et accord d'entreprise ;
- table de mortalité Homme / Femme INSEE ;
- turn-over ;
- progression des salaires et GVT estimée à 2 % ;
- taux d'actualisation retenu à 3,40 % ;
- taux de charges patronales retenu à 55 %.

Il en résulte au 31 décembre 2024 un engagement global de 2 149 K€ :

- 1 731 K€ pour les établissements médico-sociaux et sanitaires ;
- 418 K€ pour les autres établissements.

6.3 Engagements hors bilan

6.3.1 Engagements reçus

Le montant hors-bilan des engagements reçus au titre des assurances-vie s'élève à 733 404 € à fin 2024.

6.3.2 Engagements donnés

- Au titre de l'emprunt contracté pour la Maison Ferrari à Clamart d'un montant initial de 2 000 000 € (solde restant dû de 500 000 € à fin 2024) :
Garantie hypothécaire à hauteur de l'emprunt restant dû.
- Au titre de l'emprunt contracté pour les travaux de modernisation du CPMPR Saint Jacques à Roquetaillade d'un montant initial de 2 000 000 € (solde restant dû de 1 477 539 € à fin 2024) :
Nantissement d'un compte épargne à hauteur de 1 000 000 €.
- Au titre de la caution solidaire donnée à la SCIA de l'OMF au profit d'un établissement bancaire pour un emprunt d'un montant initial de 650 000 €, dont le terme est au 15 septembre 2033 (solde restant dû de 357 656 € à fin 2024).

6.4 Rémunération des dirigeants et salariés

Les membres du Conseil d'Administration dirigeants au sens de l'Instruction fiscale 4H – 5 – 06 du 16 décembre 2006 exercent bénévolement leur mandat.

Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée.

Les rémunérations brutes des trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'élèvent à 408 243 € (loi n°2006-586 du 23 mai 2006).

Le montant global des cinq salaires et autres rémunérations les plus élevés s'élève à 700 154 €.

6.5 Honoraires du Commissaire aux comptes

Conformément au décret n°2008 – 1487 du 30 décembre 2008, les honoraires du Commissaire aux comptes relatif à la mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à un montant de 77 614 € TTC sur les Etablissements bénéficiant de financements publics assurant leur fonctionnement et 62 721 € TTC sur les autres Etablissements. Les honoraires au titre des services autres que ceux de la certification des comptes s'élèvent à 3 480 € TTC.

6.6 Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger (version synthétique*)

| Etat du contributeur | Montant total des avantages et des ressources |
|----------------------|---|
| ALLEMAGNE | 1 355 |
| ANDORRE | 172 |
| AUTRICHE | 1 780 |
| BELGIQUE | 74 316 |
| CANADA | 5 779 |
| CHILI | 120 |
| COTE D'IVOIRE | 72 |
| ESPAGNE | 540 |
| ETATS UNIS | 73 824 |
| D'AMERIQUE | |
| IRLANDE | 100 |
| ITALIE | 455 081 |
| JAPON | 100 |
| LIBAN | 40 |
| LUXEMBOURG | 3 776 |
| MADAGASCAR | 12 750 |
| MALTE | 1 249 |
| MAROC | 984 |
| MAURICE | 30 |
| MONACO | 100 150 |
| NORVEGE | 500 |
| PAYS-BAS | 1 100 |
| PORTUGAL | 20 |
| ROYAUME UNI | 990 |
| SENEGAL | 178 |
| SUEDE | 220 |
| SUISSE | 396 696 |
| SYRIE | 20 |
| TOGO | 150 |
| Total général | 1 132 092 |

* La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger, que l'Association doit établir en application de l'article 434-3 du règlement ANC 2018-06, est mise à la disposition du public au siège de l'Association située au 42 rue des Volontaires – 75015 Paris selon les modalités suivantes : demande écrite par mail auprès du Service Relations Donateurs don@ordredemaltefrance.org

7 Compte de Résultat par Origine et par Destination et Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public

L'Association fait appel public à la générosité au regard de l'article 3 de la loi du 7 août 1991.

Le Compte de Résultat par Origine et par Destination (CROD) et le Compte d'Emploi annuel des Ressources issues de la générosité du public (CER) sont présentés ci-après. Les règles d'établissement du CROD et du CER sont décrites dans les paragraphes ci-après constituant l'annexe du CROD et du CER. Elles ont fait l'objet de décision en conseil d'administration.

7.1 Règles d'élaboration

7.1.1 Définition des missions sociales

L'Ordre de Malte de France, association caritative, a pour objet d'apporter, tant en France que dans les pays avec lesquels la République Française ou l'Ordre Souverain de Malte entretiennent des relations diplomatiques, une aide aux personnes affectées notamment par la maladie, le handicap, la dépendance, les conflits, les catastrophes naturelles et tout autre détresse, sans distinction de religion, d'origine, ou d'âge.

Elle intervient aussi dans la protection de la vie, de son origine jusqu'à sa fin naturelle.

Elle intervient également dans le cadre d'opérations de sécurité civile, d'actions de solidarité et d'aide aux réfugiés et aux migrants.

Les moyens d'actions de l'Association sont, notamment :

- La création et la gestion de structures de soins et d'accueil ;
- Des secours médicaux y compris par l'acquisition de médicaments ainsi que des produits de santé et de nutrition à destination des populations démunies ;
- Des formations en vue de l'éducation sanitaire et de la spécialisation des membres des professions médicales et paramédicales ;
- Des publications, expositions, colloques, séminaires et symposiums ;
- Et d'une manière générale tout concours moral, financier ou matériel à des œuvres caritatives ou humanitaires.

7.1.2 Ventilation des missions sociales

Les missions sociales sont ventilées entre celles réalisées en France et celles à l'étranger, subdivisées entre les actions réalisées directement et les versements à d'autres organismes.

Si la gestion complète de la structure est contrôlée par l'Ordre de Malte France, la mission sociale est portée sur la ligne « actions réalisées par l'organisme », s'il ne s'agit que d'une structure soutenue, alors la ligne retenue est « versement à un organisme central ou à d'autres organismes ».

7.1.3 Principe d'affectation des coûts

Les charges directes sont affectées à la rubrique d'emploi concerné. Les coûts indirects de fonctionnement sont imputés sur la base de règles d'affectation préétablies.

Les charges de fonctionnement et d'amortissement du siège social sont réparties proportionnellement à la surface occupée par chaque service.

Une partie des charges indirectes, enregistrées dans un premier temps en frais de fonctionnement, est répartie ensuite sur les missions sociales et les frais de recherche de fonds, le solde demeurant en frais de fonctionnement. Cette affectation est réalisée à l'aide de clefs de répartition définies à l'avance, qui ont permis de déterminer les pourcentages à retenir pour l'année 2024.

Toutes les explications relatives à ces données se trouvent dans le tableau ci-dessous :

| Catégories d'emplois | Clefs de répartition | Imputation en missions sociales | Imputation en frais de recherche de fonds |
|--|--|---------------------------------|---|
| Charges de fonctionnement et d'amortissement du siège social | Proportionnellement à la surface occupée par chaque service. | 38 % | 7 % |
| Frais de la Direction de la Communication | Proportionnellement au temps passé par le personnel de cette direction pour les services relevant des missions sociales. | 100 % | |
| Promotion des legs | Affecté en totalité à la recherche de fonds. | | 100 % |
| Frais de la Direction Générale | Proportionnellement au temps passé directement, lié à nos missions sociales. | 50 % | |
| Frais de la Direction des Ressources Humaines | Proportionnellement au nombre de bulletins de paie pour les services remplissant des missions sociales par rapport au total des bulletins de paie. | 70 % | |
| Services financiers | Proportionnellement au temps passé pour les services remplissant des missions sociales. | 60 % | |
| Services généraux | Proportionnellement à l'effectif du siège dans les services remplissant des missions sociales par rapport à l'effectif total. L'effectif prend en compte les salariés augmentés de la moitié du nombre de bénévole du siège qui contribuent à l'activité de l'Association. | 50 % | |
| Services des programmes immobiliers | Proportionnellement au temps passé, consacré aux missions sociales. | 90 % | |

7.1.4 Définition des ressources

Les ressources financières issues de la générosité du public se composent de :

- Cotisations sans contrepartie ;
- Dons, legs et mécénat : dons manuels, legs et assurances-vie, mécénat ;
- Autres ressources liées à la générosité du public : produits financiers et produits de cession des immobilisations issues ou financées par de la générosité du public

Les ressources non liées à la générosité du public sont toutes les ressources de l'Association à l'exclusion de celles issues de la générosité du public.

Elles se composent notamment à ce jour :

- De subventions publiques et de concours publics ;
- De contributions financières sans contrepartie ;
- De prestations et de produits divers.

7.1.5 Règle d'affectation des ressources par types d'emplois

Les missions sociales sont financées par les ressources collectées auprès du public en complément de celles qui y sont directement affectées (par exemple subventions, contributions financières, mécénats, prestations facturées...). Ainsi, lorsqu'une mission sociale ne fait pas l'objet de ressources clairement affectées, il est supposé que ces missions soient financées par les ressources collectées auprès du public.

Les frais de recherche de fonds sont financés par la générosité du public, dès lors qu'ils ont contribué à l'obtention de ressources collectées auprès du public.

Les frais de fonctionnement sont financés par les ressources liées à la générosité du public après déduction des autres ressources affectées au fonctionnement.

7.2 Présentation du Compte de Résultat par Origine et par Destination et du Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public pour l'exercice 2024

7.2.1 Le Compte de Résultat par Origine et par Destination

| PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION | EXERCICE 2024 | | EXERCICE 2023 | |
|--|-------------------|---------------------------|-------------------|---------------------------|
| | TOTAL | dont générosité du public | TOTAL | dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 22 233 129 | 22 233 129 | 21 774 053 | 21 774 053 |
| 1.1 Cotisations sans contrepartie | 8 920 | 8 920 | 8 840 | 8 840 |
| 1.2 Dons, legs et mécénat | 19 788 380 | 19 788 380 | 20 091 811 | 20 091 811 |
| - Dons manuels | 10 202 246 | 10 202 246 | 9 968 007 | 9 968 007 |
| - Legs, donations et assurances-vie | 9 186 625 | 9 186 625 | 10 077 143 | 10 077 143 |
| - Mécénat | 399 509 | 399 509 | 46 662 | 46 662 |
| 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | 2 435 828 | 2 435 828 | 1 673 402 | 1 673 402 |
| 2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 13 606 299 | | 13 759 789 | |
| 2.1 Cotisations avec contrepartie | 0 | | 0 | |
| 2.2 Parrainage des entreprises | 0 | | 0 | |
| 2.3 Contributions financières sans contrepartie | 3 290 666 | | 3 891 651 | |
| 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public | 10 315 633 | | 9 868 139 | |
| 3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS | 53 133 350 | | 53 578 490 | |
| 4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 882 382 | 47 841 | 1 192 845 | 153 950 |
| 5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | 2 405 993 | 875 194 | 2 260 682 | 630 986 |
| TOTAL | 92 261 151 | 23 156 164 | 92 565 859 | 22 558 989 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1 - MISSIONS SOCIALES | 78 654 010 | 13 840 737 | 78 585 580 | 14 360 883 |
| 1.1 Réalisées en France | 68 642 540 | 7 222 268 | 66 991 312 | 6 891 757 |
| - Actions réalisées par l'organisme | 68 642 540 | 7 222 268 | 66 991 312 | 6 891 757 |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | 10 011 470 | 6 618 469 | 11 594 268 | 7 469 127 |
| - Actions réalisées par l'organisme | 8 995 414 | 6 096 666 | 10 123 074 | 6 659 301 |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger | 1 016 055 | 521 804 | 1 471 194 | 809 826 |
| 2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | 5 332 774 | 5 313 887 | 5 844 229 | 5 809 078 |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 4 935 684 | 4 916 797 | 5 563 948 | 5 541 296 |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | 397 090 | 397 090 | 280 281 | 267 781 |
| 3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 2 855 815 | 2 402 727 | 2 946 180 | 2 331 870 |
| 4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 1 421 006 | 138 180 | 1 423 822 | 41 567 |
| 5 - IMPOT SUR LES BENEFICES | 372 779 | 171 100 | 323 886 | 172 153 |
| 6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | 3 307 505 | 1 184 969 | 3 138 965 | 340 317 |
| TOTAL | 91 943 890 | 23 051 601 | 92 262 662 | 23 055 868 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 317 261 | 104 563 | 303 197 | -496 879 |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 25 993 184 | 25 993 184 | 22 691 184 | 22 691 184 |
| Bénévolat | 25 199 325 | 25 199 325 | 21 503 926 | 21 503 926 |
| Prestations en nature | 59 380 | 59 380 | 148 069 | 148 069 |
| Dons en nature | 734 479 | 734 479 | 1 039 189 | 1 039 189 |
| 2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 0 | | 0 | |
| 3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE | 0 | | 0 | |
| Prestations en nature | 0 | | 0 | |
| Dons en nature | 0 | | 0 | |
| TOTAL | 25 993 184 | 25 993 184 | 22 691 184 | 22 691 184 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES | 24 896 452 | 24 896 452 | 21 596 609 | 21 596 609 |
| Réalisées en France | 24 896 452 | 24 896 452 | 21 596 609 | 21 596 609 |
| Réalisées à l'étranger | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS | 564 512 | 564 512 | 540 360 | 540 360 |
| 3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT | 532 220 | 532 220 | 554 216 | 554 216 |
| TOTAL | 25 993 184 | 25 993 184 | 22 691 184 | 22 691 184 |

7.2.2 Le Compte d’Emploi des Ressources collectées auprès du public

| EMPLOIS PAR DESTINATION | 2024 | 2023 | RESSOURCES PAR ORIGINE | 2024 | 2023 |
|---|-------------------|-------------------|---|-------------------|-------------------|
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1 - MISSIONS SOCIALES | 13 840 737 | 14 360 883 | 1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 22 233 129 | 21 774 053 |
| 1.1 - Réalisées en France | 7 222 268 | 6 891 757 | 1.1 - Cotisations sans contrepartie | 8 920 | 8 840 |
| - Actions réalisées par l'organisme | 7 222 268 | 6 891 757 | 1.2 - Dons, legs et mécénat : | 19 788 380 | 20 091 811 |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France | 0 | 0 | . Dons manuels | 10 202 246 | 9 968 007 |
| 1.2 - Réalisées à l'étranger | 6 618 469 | 7 469 127 | . Legs, donations et assurances-vie | 9 186 625 | 10 077 143 |
| - Actions réalisées par l'organisme | 6 096 666 | 6 659 301 | . Mécénat | 399 509 | 46 662 |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France | 521 804 | 809 826 | 1.3 - Autres ressources liées à la générosité du public | 2 435 828 | 1 673 402 |
| 2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | 5 313 887 | 5 809 078 | | | |
| 2.1 - Frais d'appel à la générosité du public | 4 916 797 | 5 541 296 | | | |
| 2.2 - Frais de recherche d'autres ressources | 397 090 | 267 781 | | | |
| 3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 2 573 827 | 2 504 023 | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS | 21 728 452 | 22 673 984 | TOTAL DES RESSOURCES | 22 233 129 | 21 774 053 |
| 4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 138 180 | 41 567 | 2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 47 841 | 153 950 |
| 5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | 1 184 969 | 340 317 | 3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | 875 194 | 630 986 |
| EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | 104 563 | | DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | | 496 879 |
| TOTAL | 23 156 164 | 23 055 868 | TOTAL | 23 156 164 | 23 055 868 |
| | | | RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 17 964 964 | 19 319 578 |
| | | | (+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public | 104 563 | -496 879 |
| | | | (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public | -1 474 120 | -857 735 |
| | | | RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 16 595 408 | 17 964 964 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 2024 | 2023 | CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 2024 | 2023 |
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES | 24 896 452 | 21 596 609 | 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 25 993 184 | 22 691 184 |
| Réalisées en France | 24 896 452 | 21 596 609 | Bénévolat | 25 199 325 | 21 503 926 |
| Réalisées à l'étranger | 0 | 0 | Prestations en nature | 59 380 | 148 069 |
| 2 - CONTRIBUTRIONS VOLONTAIRES A LA DE RECHERCHE DE FONDS | 564 512 | 540 360 | Dons en nature | 734 479 | 1 039 189 |
| 3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT | 532 220 | 554 216 | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS | 25 993 184 | 22 691 184 | TOTAL DES RESSOURCES | 25 993 184 | 22 691 184 |
| Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public : | | | | | |
| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 2024 | 2023 | | | |
| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE | 6 909 746 | 7 199 193 | | | |
| (-) Utilisation | -875 194 | -630 986 | | | |
| (+) Report | 1 184 969 | 340 317 | | | |
| (+/-) Transferts | 0 | 1 221 | | | |
| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE | 7 219 520 | 6 909 746 | | | |